

Communiqué de presse

Justice et Paix dit «Non» à l'exportation de matériel de guerre

Malgré la guerre au Yémen, le Conseil fédéral autorise l'exportation de matériel de guerre en Arabie Saoudite et dans d'autres pays du Golfe. Or, ces Etats sont impliqués dans le conflit yéménite et font partie des plus importants acquéreurs de matériel de guerre en provenance de la Suisse. Ce que l'on pouvait craindre il y a deux ans suite à l'assouplissement de l'ordonnance sur le matériel de guerre se produit maintenant au nom de la croissance délibérée de l'industrie de l'armement: les intérêts humanitaires en vue de favoriser la paix sont mis de côté. Justice et Paix, la Commission nationale de la Conférence des évêques suisses, a sans cesse souligné qu'on ne pouvait bâtir la paix avec la guerre et l'industrie de l'armement. [1]

Justice et Paix affirme que de telles décisions portent atteinte à la crédibilité de la Suisse au plan international. Ainsi, la Suisse n'apparaît pas comme la patrie de la tradition humanitaire, mais comme un pays où finalement seuls ses propres avantages comptent. L'argument selon lequel d'autres livreraient de toute façon le matériel de guerre n'est pas acceptable du point de vue éthique. Car le fait que d'autres agissent de façon non conforme à l'éthique ne justifie pas de le faire soi-même.

Même si la guerre et le commerce des armes font partie de notre monde, la Suisse doit montrer que ni les comportements des Etats totalitaires, ni le fanatisme ou la guerre teintés de motifs religieux ne peuvent engendrer une vie meilleure pour l'ensemble de la population. Les livraisons de matériel de guerre dans de telles régions aggravent les conflits sociaux. Et les conséquences rejaillissent sur nous.

Le développement intégral de l'être humain doit se situer au centre de la politique d'exportation de matériel technique de sécurité et de guerre. Car selon l'éthique chrétienne, la protection de l'industrie locale, et en particulier la crainte d'une baisse des exportations, ne doit en aucun cas être invoquée pour justifier un tel comportement économique. Un commerce basé sur les valeurs chrétiennes et sur des motifs politiques est orienté vers le bien commun, vers la solidarité envers les pauvres et les défavorisés partout dans le monde, et vers l'engagement à bâtir la paix et à intervenir en faveur d'une réduction des armes et du matériel de guerre.

Contact:

Thomas Wallimann-Sasaki, Dr. theol.
Président a.i. de Justice et Paix Suisse
Rohrmatte 6
CH-6372 Ennetmoos
079 848 99 65

[1] Voir Justitia et Pax: Waffenexport und christliche Ethik. Vorschläge für eine bessere Kontrolle der schweizerischen Waffenausfuhr, Bern, 1982, p. 11.